

COMMUNIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

LE 1^{er} MAI : PROLONGEONS LA MOBILISATION DU 9 AVRIL !

Le 9 avril 2015, des centaines de milliers de salariés ont répondu à l'appel lancé par la CGT, FO, Solidaires et la FSU à la grève interprofessionnelle et à manifester pour exiger du gouvernement l'arrêt des politiques d'austérité, l'abandon du projet de loi Macron de démantèlement du code du travail, et l'arrêt du Pacte de responsabilité et de son plan d'économies de 54 milliards d'euros sur les dépenses publiques et sociales en contreparties de milliards de nouveaux cadeaux fiscaux au patronat.

Les personnels de toutes catégories de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR), comme les étudiants, ont pris toute leur place dans cette mobilisation. De manière spécifique, nous y avons dénoncé les conséquences de l'austérité dans l'ESR : difficultés budgétaires aggravées avec des dotations 2015 des universités ne devant être connues que le 27 Avril (!), précarité qui explose, emplois titulaires décroissants sans cesse dans les EPST et les universités, dégradation accentuée des conditions de travail et d'études. Dans le même temps, les fusions d'universités et la mise en place des COMUE remettent en cause le caractère national de l'ESR et conduisent à des concentrations/ désertifications selon les régions, avec à la clé des mobilités forcées, et une restriction de l'offre d'enseignement de proximité pour les étudiants.

*Le gouvernement reste sourd à ces revendications. **Nos organisations appellent les personnels et les étudiants de l'ESR à participer massivement aux cortèges du 1^{er} Mai à Paris et en Province pour y exiger :***

- *l'arrêt des politiques d'austérité et d'aides sans conditions aux entreprises, renforcées par le Pacte de responsabilité et le projet de loi Macron. 6 milliards de Crédit d'Impôt Recherche = 100.000 emplois dans l'ESR !*
- *la fin des suppressions et des gels d'emplois et la création d'emplois statutaires permettant la résorption de l'emploi précaire et le bon accomplissement de toutes les missions de recherche et d'enseignement ;*
- *des mesures budgétaires d'urgences pour les universités et les organismes de recherche, rétablissant à un niveau satisfaisant le soutien de base des laboratoires et des services ;*
- *l'arrêt des restructurations à marche forcée des COMUE et le maintien du caractère national des EPST comme du statut national des personnels de l'ESR ;*
- *un moratoire sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)*
- *des moyens supplémentaires pour lutter contre la précarité, démocratiser l'enseignement supérieur et garantir la réussite de tous les étudiants ;*
- *une hausse immédiate du pouvoir d'achat par le dégel du point d'indice et par un rattrapage uniforme des pertes subies depuis des années – et une revalorisation des salaires et des carrières ;*
- *le maintien et l'amélioration du statut général de la Fonction Publique et des statuts particuliers qui sont autant de garanties pour les citoyens ;*
- *la défense de notre protection sociale.*

Organisations signataires : SNTRS-CGT, CGT-INRA, FERC-SUP-CGT, SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNETAP-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SUD-RECHERCHE-EPST, SOLIDAIRES ÉTUDIANT-E-S, SUD-EDUCATION,